

Axe du programme	Chapitre de cours correspondant	CM *	TD **
1) Les structures de l'économie coloniale	Chap. 1		<b>Dossier 1</b>
2) La parenthèse historique 1962-1965			
3) La SAD sur la période 1966-1979 Partie 1 : <i>Orientations fondamentales et modes de régulation économique</i>	Chap. 2		
4) La SAD sur la période 1966-1979 Partie 2 : <i>Le bilan économique et social</i>			
<b>5) Les premières réformes économiques (Période 1980-1985)</b>	<b>Chap. 3</b>		
6) Le premier contre-choc pétrolier et la crise financière de la fin des années 1980	Chap. 4		
7) Les prémices des réformes structurelles (Période 1987-1988)			
8) La période d'auto-ajustement (Période 1989-1993)	Chap. 5		<b>Dossier 2</b>
9) La période d'ajustement structurel (Période 1994-1998)	Chap. 6		<b>Dossier 2</b>
10) De l'embellie financière au second contre-choc pétrolier (Période 1999-2014)	Chap. 7		<b>Dossier 3</b>
11) De la politique d'austérité au mouvement populaire du <i>Hirak</i> (Période 2015-2019)	Chap. 8		<b>Dossier 4</b>
12) L'économie algérienne à l'épreuve des transformations du système international : <i>Évolutions récentes et perspectives</i> (Période 2020 à nos jours)	Chap. 9		1

Université Abderrahmane MIRA de Bejaia  
Faculté SECG  
*Département des Sciences Économiques*

# ÉCONOMIE ALGERIENNE

L2 Économie (2023-2024)  
Section B  
M. CHALANE Smail

## CHAPITRE 3 :

Les premières réformes économiques  
(Période 1980-1985)

- Les premières réformes (1980-85) apparaissent dans le cadre d'une **transition politique délicate**, avec la disparition subite en décembre 1978 du Chef de l'État de l'époque, le colonel H. Boumedienne, principal artisan de la politique de développement des années soixante-dix.
- À cette crise de succession au plus haut sommet de l'État profond algérien, il faut ajouter la **dégradation de la situation économique et sociale** à la fin des années soixante-dix, marquée par l'essoufflement du modèle de développement et un mécontentement social grandissant du fait de la non satisfaction de nombreux besoins sociaux créés ou suscités par la politique de développement.
- CONSÉQUENCE : Une montée en puissance des revendications sociales (grèves, émeutes...).
- Pour assurer une transition « sans heurts », la nouvelle équipe au pouvoir se voyait ainsi contrainte de **détendre la pression sociale** (notamment en mettant un frein à l'austérité ayant marqué l'ère boumediéniste).

- Les nouveaux dirigeants issus de l'ère post Boumediene vont ainsi remettre en cause beaucoup de choix économiques, tout en gardant formellement les orientations fondamentales du système économique (notamment l'option socialiste).
- Plutôt que de « réformes », les dirigeants de l'époque parlaient beaucoup plus de *réorientation*, de *correctifs* apportés à la SAD.
- Il est vrai aussi que ce qui a motivé ces réformes tient aussi au désir de la nouvelle équipe au pouvoir de « laisser son empreinte » dans le paysage économique et politique du pays.

# PLAN DU COURS

Section 1 : Le diagnostic « officiel » sur les résultats de la SAD

Section 2 : Les décisions phares

Section 3 : Résultats de la première génération de réformes économiques (1980-1985)

## Section 1

Le diagnostic « officiel » sur les  
résultats de la SAD

- Le diagnostic de la nouvelle équipe au pouvoir s'articulait autour de 5 points essentiels :
  - 1) Le niveau d'investissement était trop élevé, **ce qui a pénalisé la consommation** ;
  - 2) Il y a un surinvestissement dans l'industrie, **ce qui a pénalisé les équipements socio-collectifs (logements, écoles, hôpitaux...) et l'agriculture** ;
  - 3) Les entreprises publiques étaient **« sous gérées »** et **gaspillaient d'énormes ressources** ;
  - 4) Ce qui a conduit les décideurs de l'époque à remettre en cause principalement la **taille des entreprises**, qui étaient considérée comme *anormalement gigantesque* par rapport aux « capacités managériales » du pays ;
  - 5) **Remise en cause de l'effet d'endettement** : beaucoup trop de ressources externes (endettement) sont investies dans une industrialisation qui peine à produire les résultats escomptés.

# Section 2 : Les décisions phares

- En partant de ce diagnostic et sans remettre en cause à aucun moment l'option socialiste, la nouvelle équipe au pouvoir va initier un ensemble d'« ajustements » à la SAD.
- C'est la première génération de réformes économiques, entamées entre 1980 et 1985.

## Mesure 1 : Réduction du rythme des investissements et soutien de la consommation

- Le taux d'investissement chute de 45 à 35% dès les premières années.
- De nombreux projets furent ainsi carrément abandonnés, comme le 2<sup>ème</sup> pôle sidérurgique qui devait être inauguré à Jijel.
- Avec ces ressources détournées de l'investissement, il fallait **améliorer la consommation des ménages**, qui était considérée comme insuffisante par rapport aux besoins et aux attentes de la population.

- La nouvelle équipe dirigeante se fixait alors comme objectif de rompre avec l'austérité des années Boumediene en encourageant la consommation des ménages, à travers :
- L'objectif était d'améliorer l'approvisionnement du marché et de réduire l'ampleur des pénuries.
- On lança alors le fameux PAP (Programme Anti-Pénurie), qui s'est révélé *in fine* qu'un vaste programme d'importation de biens de consommation.
- Le PAP a ainsi permis une redistribution substantielle des revenus de la rente, à travers l'importation massive de produits de consommation divers.
- Cette « libération » de la consommation des ménages va ainsi profiter beaucoup plus aux importations (et donc aux fournisseurs étrangers) qu'à la production locale.

## Mesure 2 : Freiner le rythme d'industrialisation

- Il fallait réduire l'investissement dans l'industrie afin d'affecter plus de ressources à l'agriculture et aux équipements socio-collectifs (logements, routes, équipements de transport...)
- Signalons aussi un changement dans l'arbitrage industrie lourde/industrie légère.
- Contrairement aux années 70", la part de l'industrie légère dans l'investissement industriel s'est ainsi améliorée de façon significative.

# Mesure 3 : Restructuration organique des entreprises publiques

- C'est l'éclatement des grands monopoles publics en petites unités spécialisées, afin de rendre les entreprises publiques « humainement gérables » (comme on le disait à l'époque).
- Les grands monopoles publics de l'époque furent ainsi scindés suivant une logique fonctionnelle : *Approvisionnement, Production et Distribution*.
- On parlait à l'époque de **restructuration organique des entreprises publiques** ; 90 entreprises publiques furent donc scindées en 450 plus petites.
- EXEMPLE : NAFTEC (raffinage des produits pétroliers) et NAFTAL (distribution et commercialisation des produits pétroliers et dérivés) sont des démembrements nés de la restructuration de la SONATRACH en 1983.

- La « restructuration organique » a fait beaucoup de tort à l'appareil de production.
- C'était assurément une erreur stratégique.
- Au moment où dans les pays occidentaux, les firmes multinationales commençaient à fusionner pour devenir plus forte et plus compétitive, avec une accélération sans précédent du mouvement de concentration des entreprises, nous avons fait exactement le contraire en commençant à « déchiqueter » (saucissonner) nos entreprises !!!
- Ce qui a contribué à fragiliser encore plus les entreprises publiques et l'appareil productif.

# Mesure 4 : Freiner le rythme de l'endettement

- Vu les faibles performances des entreprises publiques et leur niveau de productivité insuffisant, la spirale de l'endettement atteignait des niveaux de plus en plus intolérables.
- Il fallait donc impérativement réduire (ou du moins stabiliser) le niveau de l'endettement, notamment en diminuant le rythme des investissements.

## SECTION 3

Résultats de la première génération  
de réformes économiques  
(1980-1985)

- Malgré le problème de crédibilité des statistiques officielles (qui s'est aggravé encore plus à l'heure actuelle), les résultats obtenus semblaient conforter les décideurs.
- Entre 1981-85, la croissance économique fut de l'ordre de 5% en moyenne.
- Obtenue avec beaucoup moins de ressources injectées dans l'économie, c'était en apparence une croissance de « bien meilleure qualité » que celle des années 70".
- Bien loin de refléter une amélioration de la productivité facteurs, il s'avère toutefois que cette croissance s'explique en grande partie par l'amélioration du taux d'utilisation des capacités de production, qui était passé de 55 à 70%.

- En outre, l'approvisionnement des ménages s'est aussi grandement amélioré avec le PAP.
- Mais, la mise en œuvre du PAP tout en maintenant les « prix administrés », a été à l'origine :
  - d'une surconsommation (et donc d'un gaspillage des ressources) ;
  - et du développement du « marché parallèle ».
- En fait, l'équation est simple :

Prix « administrés » + PAP

=

Gaspillage + Excroissance du marché parallèle

- Par ailleurs, le niveau d'endettement en 1985 est resté le même qu'en 1978 (17,5 milliards de \$).
- Il faut dire qu'en 1981-82, les prix pétroliers avaient quadruplé et le dollars s'apprécia fortement contre les monnaies européennes.
- Les décideurs de l'époque n'avaient donc pas besoin de s'endetter plus pour financer les investissements ou les programmes d'importation.

# CONCLUSION

- Cette dynamique positive va être brusquement interrompue par un **recule brutale des prix pétroliers à partir de 1986**.
- En 1985-86, l'Algérie subit en effet un contre-choc pétrolier de rare intensité.
- Autre élément aggravant de la situation : **la baisse de la valeur du dollar américain (USD) qui constitue la monnaie exclusive des transactions d'hydrocarbures**.
- Pour l'Algérie, dont l'essentiel des recettes d'exportation provient des hydrocarbures facturés en USD, le choc va être particulièrement ressenti.
- L'Algérie s'enfonce alors progressivement dans une **crise financière**, la plus grave depuis son Indépendance.

QUESTIONS DE COURS /  
CONSIGNES DE RÉVISION  
POUR L'EXAMEN

- Les supports de cours qui vous sont communiqués ne sont qu'une synthèse, un résumé de la matière étudiée, qui reprend donc uniquement les principaux repères historiques de l'évolution de l'économie algérienne depuis l'Indépendance.
- Ils ne constituent pas en l'état un support de révision « opérationnel » pour préparer l'examen final du module.
- En partant des *questions de révision données à la fin de chaque chapitre*, essayez de préparer des **fiches de révision « personnelles »** à partir :
  - de ce *résumé du cours* (et éventuellement du *polycopié complet*) ;
  - des prises de notes lors du cours ;
  - et des dossiers documentaires traités en TD.

- L'examen final du module est constitué d'une dissertation (notée 12 points) et d'une question directe (notée sur 8 points).
- Il vous sera proposé trois (3) sujets de dissertation *au choix*.
- Il sera ainsi demandé à l'étudiant de choisir un (1) sujet et de rédiger une dissertation en mobilisant les connaissances et les informations pertinentes pour traiter le sujet.
- La dissertation doit comporter nécessairement une introduction, un développement structuré (avec un plan adapté) et une conclusion.
- Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation. Des points seront ainsi attribués à la présentation de la copie, à la cohérence textuelle et à la correction de la langue (voir la *Note méthodologique n° 3*).

# QUESTIONS DE RÉVISION

(Voir également *Dossier TD n° 2, pp. 126-127*)

- 1) Quel est le contexte socio-économique et politique qui a précédé la mise en œuvre de la première génération de réformes économiques entre 1980 et 1985 ?
- 2) Quels ont été les objectifs et les principales mesures poursuivis par ces dernières ?
- 3) Quel bilan (réussites et échecs) peut-on faire de cette première vague de réformes ?